

ENTRETIEN DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉ À TF1 EN DIRECT DU PARC DE L'ÉLYSÉE, JEUDI 14 JUILLET 1983.

14 JULY 1983 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Vous le voyez le soleil est au rendez-vous du 14 juillet dans les jardins de l'Elysée où le Président de la République reçoit ses invités après le traditionnel défilé militaire sur les Champs Elysées.

- Vous avez pu suivre le défilé en direct sur TF1 ce matin et puisque j'évoque la troisième fois, monsieur le Président de la République, je me souviens avoir été là face à vous le 14 juillet 1981, c'était votre premier 14 juillet, et nous avons tous noté, les téléspectateurs aussi, un certain bonheur de vivre la fonction. Est-ce qu'aujourd'hui, vous êtes aussi heureux que le 14 juillet 1981 ? Est-ce que vous êtes encore un homme heureux ?

- LE PRÉSIDENT.- Laissez-moi vous dire d'abord que je suis heureux en tout cas de vous recevoir parmi d'autres en cette journée et dans ces lieux. C'est très important que des Françaises et des Français de toutes sortes, appartenant à tous les milieux - et quand je dis milieux je le dis aussi au sens politique - se sentent à l'aise ici. Donc, je vous reçois. Vous m'avez posé la question de la satisfaction et c'en est une. Je crois que votre interprétation est quand même un peu courte. Ce qui domine en moi depuis le jour où je suis venu remplir mes fonctions ici, c'est le sens de la responsabilité. Le bonheur de vivre serait contrarié par beaucoup de choses. Je suis heureux quand je vois la France avancer. Je suis malheureux lorsque je la vois hésiter. De telle sorte que je ne m'arrête pas à cette question : un peu plus de bonheur, un peu plus de malheur ? Ce qui compte c'est la France et ce sont les Français et voilà pourquoi je tiens à ce que dans une émission comme celle-ci que vous m'avez demandée et qui est en effet devenue un peu rituelle, je tiens à ce que dans un jour comme celui-ci je puisse parler, ne parler que des grands intérêts de la France et de ce qui peut rassembler les Français.\

QUESTION.- Qu'est-ce qui rassemble les Français qui sont vos invités aujourd'hui ? Ils sont méritants, ils ont fait quelque chose de particulier ? Ce sont ceux que vous avez vus hier soir, à qui vous avez remis des décorations ? Qui sont-ils ces Français que vous voulez honorer aujourd'hui ?

- LE PRÉSIDENT.- Je suppose qu'ils sont tous méritants. Mais, enfin, il y en a qui le sont particulièrement. Hier soir, j'ai invité au Palais de l'Elysée beaucoup de chefs d'entreprise, de pionniers ou bien de ceux qui ne sont pas chefs d'entreprise mais qui représentent des entreprises à l'étranger, les entreprises exportatrices, celles qui nous apportent une large part de notre richesse. J'ai décoré de la légion d'honneur et de l'ordre national du mérite une trentaine d'entre les meilleurs. Cela avait une valeur symbolique à mes yeux. Je tenais en somme à remercier au nom de la nation ceux qui se battent pour le pays et sur tous les terrains et qui réussissent car, naturellement, on voit surtout ce qui ne va pas. Il y a trop de choses qui ne vont pas. Mais on ne remarque pas assez, il me semble, on ne commente pas assez ce qui va bien, les gens qui travaillent, les gens qui réussissent, les gens qui servent le pays. J'ai donc invité aujourd'hui dans cette réception les chefs d'entreprise des soixante entreprises les plus exportatrices de France, c'est-à-dire les vainqueurs, ceux qui sont capables de montrer le chemin aux autres. J'ai également invité les quinze petites entreprises les plus exportatrices et tout le personnel de la petite entreprise la plus exportatrice. Vous voyez bien que l'idée centrale pour moi de cette journée, c'est de montrer que j'attends des Français le même courage dans la bataille économique que celui qu'ils ont su montrer à travers toute leur histoire dans les batailles militaires. Je dis batailles militaires puisque je viens d'assister à une revue devant une belle armée qui n'a pas pour mission de s'engager dans des batailles militaires, mais pour mission essentielle de supporter le poids nécessaire de la défense de la France.\

QUESTION.- Monsieur le Président, c'est quand même curieux, hier vous receviez à déjeuner Joan Baez. On en a entendu parler dans l'après-midi et Joan Baez a déclaré : "Je suis allée m'entretenir avec le Président de la République de la non violence. Je lui ai parlé de la non violence. C'était une invitation informelle". Certes, ce n'est pas quelqu'un d'officiel, mais c'est quelqu'un qui représente en particulier pour la jeunesse une certaine idée du pacifisme, disons une tendance d'aujourd'hui. Comment peut-on à

la fois bavarder avec Joan Baez de non violence et assister à une revue militaire le lendemain ?

- LE PRESIDENT.- Joan Baez, c'est un très grand talent, c'est un esprit élevé. C'est quelqu'un qui croit à son art mais qui croit aussi au message de son art. Et elle m'a précisément posé cette question. C'est elle qui est venue m'entretenir de la non violence dont vous savez que quelques grands hommes l'ont marquée et l'ont portée au niveau d'un grand message mondial, je pense à Gandhi, je pense au Pasteur Martin Luther King, à bien d'autres encore. Et je disais à Joan Baez ce que je vais vous répéter maintenant.\

`Suite réponse`

- C'est vrai le 14 juillet 1789, cela a été avec un grand souffle de liberté, un grand besoin d'égalité, cela a été aussi une forme de déchirement dans l'histoire de la France. Mais une grande époque, de grands personnages, un grand moment ressenti comme tel, tout aussitôt comme tel, et fêté dès l'année suivante. On aurait pu croire qu'il y avait une France qui venait de triompher d'une autre et d'une certaine façon, c'était vrai. Et puis bientôt deux siècles ont passé et l'on a continué de célébrer le 14 juillet, particulièrement sous la forme d'un rassemblement national autour de l'armée, de l'armée de la France. Peu à peu les différends se sont estompés.

- Ces deux siècles d'histoire ont réuni les Français dans des circonstances dramatiques, heureuses, malheureuses, on en parlait tout à l'heure, de telle sorte que, aujourd'hui, le 14 juillet c'est vraiment la fête de la France, c'est la fête de tous les Français. C'est la fête du vrai rassemblement, de la réunion et quand je vois défiler cette armée, lorsque je constate à quel point elle a su se moderniser tout en restant fidèle à ses grandes traditions, je n'ai pas le sentiment d'avoir devant moi une armée menaçante. Elle a une mission très simple, une seule mission et elle est grande. C'est celle d'assurer la défense de la France, de dissuader l'adversaire éventuel, de rendre impossible une guerre contre la France, d'assurer l'intégrité du territoire et l'indépendance nationale. C'est une tâche immense et je crois que cela vaut la peine d'être célébré. On ne peut pas opposer l'armée et la nation. L'armée dans une affaire de ce genre, dans un jour comme celui-ci, je le répète pour la troisième fois, l'armée fait corps avec la nation. Elle en est même l'expression dans un moment comme celui-ci, mais n'en concluons pas que l'armée ou que moi-même, nous serions, comment dire, nous prônerions la violence alors que nous cherchons plutôt le contraire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, on a beaucoup dit que cette revue `militaire` 83 était placée sous le signe de la force de frappe avec notamment la visite cet après-midi à Orange. Or, quand j'entends M. Pinton parler de ligne Maginot ou Georges Marchais accepter de prendre en considération cette force de frappe dans le décompte des forces en Europe, j'ai l'impression qu'il n'y a pas un véritable consensus en France, aussi bien sur son efficacité que sur son indépendance.

- LE PRESIDENT.

- Il n'y a pas un consensus comme on dit. On pourrait dire une adhésion, un consentement universel, mais disons que c'est une volonté très largement majoritaire en France. Ceux qui s'écartent de l'adhésion à cette idée et à cette réalité que la France puisse disposer du moyen d'empêcher la guerre, de dissuader la guerre, je crois qu'ils se trompent de route. On a beaucoup hésité là-dessus, beaucoup réfléchi. J'ai moi-même dans d'autres circonstances, il y a bien longtemps, estimé que d'autres stratégies seraient possibles. Mais c'est notre seul moyen de défense. Il faut donc le préserver, l'améliorer et le moderniser. Alors, vous me disiez et vous faisiez -état d'une discussion récente d'une importance nationale. Je vous répondrai simplement ceci. Tout ce qui touche à l'indépendance nationale et à l'intégrité du territoire ne se décide ni à Moscou, ni à Washington, ni à Genève, mais se décide à Paris et par moi-même. La France ne menace personne. Les Etats-Unis d'Amérique sont nos alliés. Nous avons avec l'Union soviétique et avec la Russie des relations de respect mutuel, une grande histoire de relations qui ont marqué au-cours des grandes périodes que nous avons vécues depuis le début du XXème siècle, cela crée une solidarité et je dois dire que j'attends de l'Union soviétique, et j'y mettrai tout ce qu'il faut pour cela, des relations plus amicales de telle sorte que la France ne menaçant personne a le droit d'être orgueilleuse de son armée et de ses forces qu'elle entretient avec vigilance, mais n'entend pas s'en remettre aux autres. A Genève, ceux qui discutent sont les Américains et les Russes. Ils ne peuvent pas nous engager. C'est tout ce que je puis vous dire pour l'instant.\

QUESTION.- Est-ce que vous imaginez une crise grave à la fin de l'année ? M. Andropov avait fait des

menaces assez sérieuses juste avant le sommet de Williamsburg. M. Koni est allé le voir et apparemment ça n'a rien donné. Peut-être vous en doutiez-vous. Est-ce que vous redoutez une fin d'année un peu ...

- LE PRESIDENT.- Il y aura une période de grande tension. Je regrette de ne pas voir les deux plus grandes puissances `Etats-Unis - URSS` parvenir à réaliser au lieu où elles discutent ensemble de vrais progrès. On avait pu l'espérer l'année dernière, on peut en douter aujourd'hui et donc on ira inéluctablement vers l'accroissement de l'armement sur le sol de l'Europe. Ce n'est pas une bonne chose en soi. Tentons d'éviter la fatalité. Tous mes efforts vont dans ce sens.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le défilé mettait également à l'honneur les forces d'action rapide. Alors, je vais vous poser une question précise, est-ce qu'on peut les imaginer un jour au Tchad ? Vous vous êtes exprimé longuement sur cette question à Europe 1 £ depuis, la situation s'est encore dégradée et voilà que se multiplient les appels à la France pour qu'elle envoie, disons, un matériel d'artillerie, peut-être des Jaguars `avions`, voire des troupes de légionnaires. Est-ce que d'une manière certaine, il n'y aura pas d'envoi d'hommes, de troupes françaises au Tchad ?

- LE PRESIDENT.- La France respecte ses engagements, tous ses engagements. Nous sommes liés au Tchad par des accords d'assistance militaire technique et de soutien logistique. Ces accords datent de 1976. Ils succédaient à d'autres accords quadripartites : France, Congo, Centrafrique et Tchad, qui supposaient davantage des accords de défense. Je pense que vous saisissez la différence entre ce type d'accords puisque les conventions de 1976 ont innové en indiquant dans un article 4 d'une de ces conventions que les troupes françaises, les équipements français, les matériels étant livrés, la logistique étant assurée, les personnels ne pourraient pas être employés ni dans une action de guerre, ni dans une action de maintien de l'ordre ou de la légalité £ ce sont les termes même de l'article 4 de la convention qui date d'il y a sept ans. Cela dicte notre devoir et notre ligne de conduite. Nous avons donc assisté le gouvernement légitime du Tchad par tous les moyens dont nous pouvions disposer selon les termes de l'accord de 1976, mais nous n'avons aucune raison d'aller au-delà parce que cet au-delà n'a pas été négocié par nos pays et parce que cela signifierait une novation. Si mes prédécesseurs ont jugé bon de se retirer des accords de défense antérieurs, c'est qu'ils avaient leurs raisons et ces raisons n'ont pas changé.

- QUESTION.- Monsieur le Président de la République, il y a quelques instants, je vous ai ...

- LE PRESIDENT.- Je vous demande pardon, monsieur Mourousi, en vous priant de m'excuser de vous avoir interrompu, mais je voudrais compléter la réponse que je viens de faire à M. Masure, en indiquant que nous avons des relations quotidiennes avec la totalité des autres pays d'Afrique Noire francophone et en particulier avec ceux, avec lesquels nous avons signé des accords de défense £ nous leur avons dit de la même façon que nous appliquerions la totalité, l'intégralité des accords qui nous lient, y compris lorsqu'il y a accord de défense et présence des armées françaises. Tel n'est pas le cas avec le Tchad et je peux vous dire que la plupart des responsables d'Afrique Noire savent bien qu'ils peuvent compter sur l'amitié de la France.\

QUESTION.- Bien, monsieur le Président, j'allais vous dire, je vous ai senti vibrer à l'évocation du 14 juillet 1789. Alors, bon, ne revenons absolument pas sur les péripéties récentes, l'Exposition universelle, il n'y a plus d'exposition .. Y a-t-il quand même une idée qui pourrait faire que la France, au-delà de l'Exposition universelle, dont on a beaucoup parlé, célèbre quand même avec faste ce bicentenaire. Est-ce qu'il y a un projet culturel direction 89 `1989` ?

- LE PRESIDENT.- Ce bicentenaire sera célébré, de toutes façons, et j'y ai préparé les principaux responsables. Une fois dépassé ce problème pénible de l'Exposition universelle qui eut été une grande occasion d'inventer, d'innover, de proposer, de créer, une fois passé ou dépassé ce problème, il n'en reste pas moins que l'Histoire est l'Histoire, que Paris est Paris et que la France doit pouvoir rassembler et Paris et le grand souvenir de 1789 par des manifestations de grande importance. Ces manifestations trouveront le support des grands projets que j'ai conçus et qui seront mis à exécution d'ici 1989. Et, d'autre part, je crois qu'il est absolument nécessaire de fournir aux Français l'occasion de se remémorer, à la fois les grandes périodes de leur passé et de trouver dans ces leçons du passé tous les motifs de croire en l'avenir. Je veux aussi que tout cela soit une démonstration de volonté, de créativité, de compétence, d'efficacité. La France, nous en avons parlé au début de notre entretien, lorsque nous évoquions les exportateurs. La France en est tout à fait capable et quant à moi - ie tiens à vous le dire -

rien ne me fera reculer ni ne m'arrêtera dans l'oeuvre de redressement national et de justice sociale que j'ai -entreprise.

- QUESTION.- Un tout petit mot avant que Bruno Masure vous pose une autre question. Cela vous a fait mal au coeur de rayer le projet "Exposition universelle" ?

- LE PRESIDENT.- Je ne veux pas entrer dans cette discussion. Bien entendu, puisque ce projet je l'avais imaginé et voulu, dans la concorde générale : oui, cela m'a fait mal au coeur.\

QUESTION.- Est-ce que l'Opéra à la Bastille se fera. Est-ce que le transfert du ministère des finances du Louvre va se faire ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu. Il faut restituer le Louvre à sa fonction. Il faut réaliser le plus grand ensemble de muséographie possible à l'heure actuelle dans un lieu admirable, marqué par les siècles, et de quelle façon, par une esthétique tout à fait remarquable. Il faut aussi réanimer ce centre de Paris. Cela a déjà été fait par d'autres que par moi en d'autres endroits. On va compléter cela et le ministère des finances disposera d'un bel immeuble dans lequel il pourra s'installer avec tous les moyens modernes qui pourraient lui manquer dans ses locaux actuels.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous dites qu'au milieu des difficultés, vous avez l'intention de vous engager, vous personnellement, de plus en plus. Est-ce qu'il n'y a pas un hiatus, est-ce qu'on peut être véritablement le Président qui rassemble tous les Français quand on a été élu sur un programme politique précis et qu'on se recommande de ce programme ?

- LE PRESIDENT.- Je suis engagé tout à fait, pleinement, depuis le 10 mai 1981 et avec les moyens de le faire depuis le 21 mai de la même année. Donc, il n'y a pas plusieurs périodes à distinguer. Disons simplement que ma responsabilité est plus ou moins apparente et j'estime, aujourd'hui, en raison des difficultés que connaît la France, de la montée des intolérances, que mon devoir est d'expliquer davantage pour mieux faire comprendre et peut-être mieux faire comprendre que les Français ont beaucoup de raisons de travailler dans un esprit de concorde, d'amitié et de réussite communes. Je n'y parviens pas toujours et je sais très bien ce qu'il reste à faire. C'est immense mais j'y apporte, croyez-moi, une volonté déterminée et puis la foi dans mon pays. Les Français, et j'en suis un, je crois en eux, à leur capacité historique. Ce ne sont pas les difficultés que je vis actuellement qui m'empêcheront de persévérer dans cette conviction .

- QUESTION.- On dirait que vous avez mangé des vitamines ...

- LE PRESIDENT.- Vous croyez ça ! Il y a bien des moments de fatigue, naturellement. Mais je crois assez bien les surmonter parce que je crois dans ce que je fais. Et au moment même où vous me parlez - bon, c'est le 14 juillet, il y a un air de fête, ce qui est tout à fait justifié - beaucoup de gens sont partis en vacances ou bien vont partir en vacances. En dépit de tout ce qu'on dit ou de tout ce qu'on répète, il y en a qui vont passer de bonnes vacances. Et je le leur souhaite, en tout cas. Et puis il y en a beaucoup d'autres qui n'en prendront pas. Moi, je n'en prendrai pas beaucoup. C'est bien normal d'ailleurs et je ne suis pas le plus à plaindre. Il y en a beaucoup qui ne vont pas prendre de vacances. Il faut qu'ils sachent que je suis au travail pour préparer pour les mois qui viennent une situation allant vers le mieux et qui deviendra franchement meilleure dans un délai raisonnable.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, lorsque vous avez un moment de libre, l'homme de lettres que vous êtes n'écrit-il pas ses petites notes, ses mémoires ? En ce moment, vous avez le temps ?

- LE PRESIDENT.- Je prends très peu de notes. Je n'en ai pas le temps. Je me fierai à ma mémoire ...

- QUESTION.- Vous écrivez sur les hommes ?

- LE PRESIDENT.- Je me fierai à ma mémoire et aux archives. Mais, pour l'instant, ma tâche est tout à fait différente. Remarquez que j'écris et que je dicte beaucoup de choses, mais ce n'est pas de la littérature très distrayante.

- QUESTION.- Vous publierez votre part de vérité sur cet épisode de l'histoire de France ?

- LE PRESIDENT.- De toutes façons, ma part de vérité, en tant que Président de la République française, je la vis. Elle se confond avec l'action. Je m'identifie à la tâche que m'ont confiée les Français et j'ai, si vous voulez, le simple orgueil de désirer accomplir cette tâche simplement, sans tenir compte des obstacles, en tout cas en voulant les surmonter et sans jamais me départir de cette confiance que j'ai dans les capacités de la France.\

QUESTION.- Une dernière question, si vous me le permettez. Nous sommes là, vous vous êtes adressé aux Français et parmi ces Français il y a quand même une grande masse de jeunes qui ont, disons, entre 9 et 20 ans. Ce sont des jeunes de l'électronique, des appareils modernes. Ce sont des jeunes qui savent où est Silicon Valley et ce qui s'y fait, par exemple les grands centres de recherche. Ce sont des jeunes, qui, bien souvent, savent mieux manier les ordinateurs que vous-même peut-être ou en tout cas que nous. Qu'est-ce qui peut aujourd'hui, d'après vous, dans un projet vers la société de demain, stimuler des jeunes qui, heureusement, n'ont pas de conflit à prévoir, qui n'ont pas à prévoir de se battre pour la patrie dans un temps prochain ?

- LE PRESIDENT.- Si, se battre pour la patrie sur-le-plan de l'économie et de l'industrie, du savoir, de la connaissance.

- QUESTION.- Qu'est-ce qui stimule ces jeunes, qu'est-ce qui peut les stimuler dans un projet pour demain ?

- LE PRESIDENT.- Là, peut-être n'y avez-vous pas pris garde, mais vous me remplacez dans ce que l'on appelle quelquefois - je lis la presse - une "marotte". En effet, j'ai la marotte de l'adaptation de notre jeunesse, de sa formation aux emplois qu'elle remplira. Nous sommes dans une grande césure aujourd'hui, avec un progrès formidable de la technologie et de la science, et on continue beaucoup trop à former des jeunes à des métiers qu'ils n'exerceront pas. Or ces emplois nouveaux, ce sont des métiers qui vont flatter leur intelligence et leur capacité, qui vont leur permettre de dominer à nouveau la machine & la machine va obéir même si elle va remplacer, pour une large part, la mémoire et le jugement. Et les jeunes ont une aptitude remarquable, vous l'avez souligné, à s'adapter à ce maniement qui quelquefois fait hésiter les adultes. Je suis hanté par l'idée que, non seulement les sociétés occidentales sont habitées par des millions et des millions de chômeurs, mais que dans ces pays là, la moitié de ces chômeurs sont des jeunes. C'est-à-dire que ces jeunes-là, ils n'ont de la société, que l'idée du refus qu'on leur oppose. Ils ne pourront donc pas vivre, ils ne pourront donc pas s'épanouir. Eh bien, moi, même si je rencontre beaucoup de difficultés, même si je dois rebouter les forces du pays pour y parvenir, avec des échecs, des réussites, mais au total une volonté créatrice, oui, je veux que les jeunes soient dotés d'un métier, pas seulement d'une formation mais aussi d'un emploi, et la voie dont vous venez de parler, c'est la bonne, et j'ai déjà fait des choses en ce sens, vous le savez, pour les micro-ordinateurs. J'ai contribué à la création du centre mondial qui permet aux jeunes de s'initier. J'observe un immense intérêt dans ce sens, mais encore de trop petits moyens fournis par la puissance publique. Alors, je vais essayer d'accorder les deux.

- QUESTION.- Vous avez une console de jeux ?

- LE PRESIDENT.- Je sais mieux m'en servir, monsieur Mourousi, que vous n'avez l'air de le croire. Lors de notre prochain, si vous voulez, nous pourrons faire une démonstration.\